

Analyse d'une stratégie de développement économique et humain à Madagascar

Auteur : Eric Norbert RAMILISON

Institution : Centre de Recherche, d'Etudes et d'Appui à l'Analyse Economique à Madagascar ou CREAM,

Coordonnées : CREAM, II U 59 H, rue du paradis-cité Planton Antananarivo 101 Madagascar,

Tel : +261 20 22 296 23, fax : + 261 20 22 325 65 email : eric@cream.mg mobile : +261 32 04 00 811

Outil d'analyse : le modèle SPAHD pour Madagascar qui est un modèle de simulation et d'analyse d'impact d'une politique économique sur le développement économique et humain.

Mots clés : analyse d'une politique de développement, surchauffe de l'économie, syndrome hollandais, atteinte de quelques OMD, creusement du déficit public et hausse de l'imposition.

Résumé

L'objectif principal de cette étude est d'analyser une stratégie de développement économique et humain du pays. Cette stratégie mise sur un afflux d'IDE et sur la hausse des dépenses publiques. Pour ce faire, l'étude ambitionne d'apporter des éléments de réponses aux problématiques posées par quelques défis économiques, que le pays a retenus, pour les sept années à venir. Les enjeux sont liés entre eux. Ils vont du risque possible de surchauffe, voire de syndrome hollandais (qui accompagne souvent un afflux d'IDE), à l'atteinte des objectifs de convergence macro-économique, comme un solde budgétaire restreint à 3% du PIB, ou un taux de pression fiscale de 15% ou encore un taux d'investissement de 30%.

La stratégie de développement économique et humain permet de réduire de 11,5 points de pourcentage le taux de pauvreté en 2015 ; de rallonger de 3,8 ans l'espérance de vie à la naissance. Il y aura d'ailleurs à l'horizon 2015 avec cette stratégie 17 décès en moins d'enfants en bas âge (avant l'âge de 5 ans), pour 1 000 naissances vivantes. Dans le même temps, le PIB au coût des facteurs excèdera toujours ses niveaux dans le cas où il n'y a pas la stratégie de développement.

INTRODUCTION

Contexte général de l'étude

L'histoire de l'économie malgache depuis l'indépendance a été émaillée d'une longue période de récession, puis de crises sociopolitiques. Elles ont toutes pour conséquence de plonger le pays dans la paupérisation. Compte tenu de son classement international (parmi les treize pays les plus pauvres), le pays se doit de retrouver un processus vertueux de développement durable pour gommer tous ses errements. C'est à ce titre qu'il lui faut un programme ambitieux comme le MAP (République de Madagascar, 2006 « Madagascar Action Plan¹ »).

L'Etat compte donc atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement, tout en relevant un certain nombre de défis macroéconomiques tels que la restriction à 3% du PIB du solde budgétaire, le relèvement à 15% du PIB du taux de pression fiscale, ou encore à 30% du PIB du taux d'investissement global. Il est à souligner que dans le même temps, avec l'entrée en vigueur des accords de libres échanges (au sein de la SADC, des accords APE), l'Etat connaîtra un manque à gagner fiscal. Aussi on doit se demander comment il pourra soutenir le programme de développement du pays.

Mais, si le choix de la stratégie ambitieuse de développement économique est incontestable, une réflexion sur les conditions de sa réussite ne demeure pas moins importante. Cette réussite ne relève pas uniquement de la disponibilité des fonds pour l'exécution des programmes de développement. Elle est aussi tributaire de la capacité de l'économie à réagir favorablement aux opportunités d'investissement ou d'ouverture qui se présentent à elle ; ou encore à surmonter les différentes problématiques qui peuvent accompagner une stratégie de développement économique. Il importe donc de débattre sur les questions suivantes :

- du risque de la surchauffe de l'économie, en cas de hausse de l'investissement privé interne ;
- de l'apparition du syndrome hollandais (face à l'afflux actuel IDE miniers) ;

¹ Ce programme s'inscrit dans la lignée des DSRP, mais en plus ambitieux.

- du creusement du déficit public, de la soutenabilité de la dette extérieure ;
- du relèvement de l'imposition (pour soutenir la hausse des dépenses publiques) avec l'effet néfaste que cela induit sur l'économie et le bien être de la population ;
- et du coup de l'atteinte des OMD.

La méthodologie d'analyse

L'objectif principal de l'étude est d'analyser l'impact d'une stratégie de développement économique et humain qui mise sur un afflux d'IDE, sur la hausse des dépenses publiques et une hausse du taux d'imposition. Pour ce faire, une succession de simulation de politique économique est effectuée avec le modèle SPAHD (Pierre Richard AGENOR, 2007) pour Madagascar, et ce dans le but de:

- statuer dans quelle mesure l'afflux d'IDE ne génère par le syndrome hollandais ;
- mettre en exergue le rôle que joue l'investissement public, en l'occurrence en infrastructure pour accompagner l'investissement privé ;
- mettre en évidence l'instrument fiscal le plus approprié pour soutenir la hausse des dépenses publiques ;
- vérifier dans quelle mesure la stratégie choisie se traduit en amélioration des conditions de vie de la population (réduction de la pauvreté, du taux de mortalité infantile, de la malnutrition infantile ; puis de hausse de l'espérance de vie à la naissance, et du taux d'accès à l'eau potable).

Plan de l'étude

L'étude se partage en deux chapitres. Le premier présente le modèle SPAHD, le scénario de base et les simulations d'impacts des politiques économiques prises séparément. C'est surtout dans ce chapitre que l'on répondra à chacune des problématiques inhérentes à la stratégie de développement. Le second chapitre traite en revanche de la combinaison des politiques économiques abordées dans le premier chapitre. Le but dans ce cas est de voir à quel point les politiques mises en œuvre simultanément restent bénéfiques à l'économie malgache.

CHAPITRE I: LE MODELE SPAHD, LE SCENARIO DE BASE ET LES CHOCS INDIVIDUELS

IA- Présentation du modèle SPAHD-Madagascar

Le modèle SPAHD-Madagascar est un modèle de simulation. Il fait parti des outils recourant à la technique de la micro-simulation en employant une base de données d'enquête auprès des ménages () pour mesurer l'impact sur la pauvreté des politiques économiques (JP CLING, M RAZAFINDRAKOTO, F ROUBAUD, 2003). En tant que modèle macroéconomique il obéit aux principes suivants :

- le respect de l'équilibre sur les marchés (des biens, du travail, du compte public et de la balance des paiements ;
- la modélisation du comportement des agents économiques ;
- à ces deux s'ajoute un troisième. Il s'agit de l'existence de liens entre agrégats macroéconomiques et indicateurs de l'OMD. Ils sont censés traduire l'incidence du développement économique sur le développement humain.

Dans chacun des principes susmentionnés, des hypothèses sont retenues. Elles peuvent-être fortes, tandis que les relations de comportement peuvent être simples. La description du modèle SPAHD va se faire selon ces trois principes.

Les équilibres dans le modèle

Les prix et l'absence de marché monétaire

Le modèle SPAHD-Madagascar ne contient pas de bloc monétaire. A cet effet, le prix du bien composite se présente comme une agrégation du prix domestique et du prix importé. Il n'est pas influencé par la masse monétaire et n'a pas de lien avec le taux d'intérêt, (comme il en aurait avec la théorie de l'encaisse réelle). Ainsi, le taux d'intérêt domestique n'intervient que pour la rémunération de l'emprunt public intérieur. La mobilisation de l'épargne privée n'est d'ailleurs pas explicitée. Dans son comportement, l'Etat fera moins recours à l'emprunt intérieur (reste à une proportion fixe du PIB) pour prévenir l'effet d'éviction.

Toujours à cause de l'absence des marchés monétaire et des titres, on ne peut pas établir de liens dans le modèle entre la fiscalité, l'épargne, le placement et le taux d'intérêt.

Le producteur ne s'endette d'ailleurs qu'à l'extérieur. Il n'y a donc pas de concurrence entre l'Etat et le secteur productif en matière d'utilisation de l'épargne des ménages. Ce qui règle le problème de l'effet d'éviction.

Le prix d'équilibre du bien domestique est déterminé à partir de la demande globale, du prix du bien composite, du prix sur le marché local du bien importé, du volume de l'importation et de la vente locale de bien domestique.

Le prix sur le marché local du bien importé est déterminé par le taux de prélèvement fiscal aux frontières, le taux de change et le prix sur le marché mondial. Quant au prix à l'exportation, il est déterminé par le taux de change et le prix mondial à l'exportation. Le prix de la production est considéré comme un numéraire.

Le marché des marchandises et l'allocation de la production

On suppose que la production est chaque année complètement épuisée. Une partie est vendue sur le marché local, tandis qu'une autre est exportée. Pour cela, le partage relève d'un comportement rationnel, par une répartition optimale de la production mais aussi avec une anticipation adaptative des agents. Ainsi, le partage entre vente locale et exportation se fait en fonction du prix relatif entre celui de l'exportation et celui de la vente domestique.

Au niveau de la demande globale, l'équilibre sur le marché conduit aussi à un arbitrage entre la demande en bien produit localement et en produit importé, et ce en fonction du prix relatif entre bien domestique et bien importé.

Finalement, alors que l'exportation dépend aussi bien du prix relatif (entre exportation et la vente domestique), que de la vente domestique ; du fait de l'anticipation adaptative, le volume de l'exportation de l'année antérieure influe aussi sur celui de l'année en cours.

Quant à la vente domestique, elle est déterminée par le prix relatif (entre import et la vente domestique), le volume de l'importation et à cause de l'anticipation adaptative, le volume de la demande en bien domestique de l'année antérieure influe aussi sur celui de l'année en cours.

Le marché du travail

On suppose qu'il n'y a pas de chômage ouvert sur le marché du travail, que l'offre de travail correspond parfaitement à la demande, quel que soit le type de travail. L'offre de travail se décompose d'ailleurs en travail éduqué et en travail brut non éduqué (celui-ci se présente comme le solde de l'offre de travail - caractérisée par la population active – après que la demande de travail éduqué soit satisfaite).

Le travail éduqué pour sa part se décline en :

- la demande de l'administration publique (on suppose que l'Etat n'intervient pas dans le secteur productif), qui constitue une proportion fixe du travail éduqué (l'Etat n'emploie que du travail éduqué) ;
- la demande des services sociaux privés en éducation et en santé, qui emploient chaque année du personnel enseignant et médical, chacun en proportion fixe du travail éduqué total ;
- ainsi, la demande de travail éduqué du secteur productif est aussi exprimée en proportion fixe de l'offre totale de travail éduqué.

Quant au travail éduqué de l'année en cours, il est la somme du travail éduqué de l'année antérieure, (déflaté des décès, et des départs en retraite), et des « diplômés » de l'année antérieure. L'offre totale du travail se présente comme une proportion fixe de la population. Elle a aussi une autre formulation. C'est la part restante de la population totale après soustraction du nombre d'étudiants et des autres personnes dépendantes. On admet donc que les étudiants ne travaillent pas, et que ceux qui travaillent n'étudient pas non plus. En outre les autres personnes dépendantes ne vont pas non plus à l'école et par définition n'exercent aucun emploi.

Equilibre des comptes publics

Les ressources de l'Etat se partagent en dons (supposés représenter une proportion fixe du PIB), en recettes fiscales et non fiscales (celles-ci sont aussi en proportion fixe du PIB). Les recettes fiscales sont constituées : d'impôts directs sur le revenu total du ménage, d'impôts indirects prélevés sur les transactions (la valeur de la demande globale), et enfin des taxes sur importation.

Le solde budgétaire exprime donc le gap entre les ressources totales de l'Etat et ses dépenses totales. Il est financé en partie par un emprunt intérieur, et surtout par un emprunt extérieur.

Du côté des emplois, on a :

- la masse salariale des employés publics (y compris les pensions des retraités) ;
- l'investissement public (en proportion fixe du PIB) ;
- les dépenses publiques en maintenance, les autres consommations publiques, les intérêts des dettes intérieure et extérieure et enfin, la subvention accordée aux producteurs (en proportion fixe du PIB).

L'investissement public se décline selon les secteurs suivants : éducation, santé, infrastructure et autres. Les trois premiers sont ceux pour lesquels l'incidence sur le développement économique est mesurable. La répartition de l'investissement public en ces quatre secteurs est supposée invariable dans le temps.

Equilibre du secteur externe

Du côté ressource, il y a l'exportation, le transfert reçu par les ménages de l'extérieur, l'aide extérieure, l'emprunt extérieur public, l'emprunt extérieur privé et enfin les autres flux de capitaux étrangers ainsi que la variation des réserves de change. Du côté emploi, il y a l'importation, les intérêts des dettes extérieures et intérieures.

Les réserves de change sont supposées représenter 2,7 mois d'importation. C'est l'équilibre de la balance des paiements qui détermine le volume de l'importation.

Le taux de change est déterminé à partir d'une anticipation adaptative et d'une relation d'allocation de la production en vente domestique et en exportation. Il est donc fonction du PIB au coût des facteurs, du

prix domestique de la production locale, du volume de vente domestique de la production locale, du volume de l'exportation, du prix mondial mais aussi du taux de change de l'année antérieure, et du paramètre d'ajustement caractérisant l'anticipation adaptative.

Les agents économiques et leur comportement

Le modèle SPAHD comporte trois agents économiques : le ménage producteur, l'Etat et le reste du monde. La population est représentée uniquement par un ménage. Cela suppose une même préférence, et une répartition uniforme des ressources. Ainsi, dans le modèle, on ne distingue pas le bénéfice du salaire versé par le producteur. Le ménage représentatif consomme du bien composite « Q » (constitué par agrégation du bien domestique et du bien importé). Mais il effectue également des dépenses d'éducation et de santé à partir de services fournis par le secteur privé. On admet par ailleurs la gratuité des services publics de santé et d'éducation.

Dans le scénario de base, la demande de service public d'éducation, qui est caractérisée par le nombre d'étudiants, se présente comme une proportion fixe de la population. La mobilisation de l'épargne privée pour le secteur productif n'est pas mise en évidence dans le modèle. L'hypothèse sous-jacente à une telle assertion est que le prêt accordé au secteur productif est tiré de la dividende. Or cette dernière n'est pas distinguée des autres revenus de la production, d'où la non mise en évidence de la mobilisation de l'épargne privée pour les activités productrices.

La production est entre les mains du ménage représentatif. Il n'y a donc qu'un seul type de producteur (d'où la représentation d'un produit unique). Ce bien a deux destinations possibles : la vente domestique et l'exportation. En l'absence d'institution financière, le producteur, lorsqu'il en a besoin, ne peut emprunter qu'à l'extérieur.

Comme le PIB au coût des facteurs est aussi la somme des valeurs ajoutées, la fonction de production n'incorpore ni la consommation intermédiaire ni l'énergie. En revanche, elle ne se limite pas aux deux inputs suivants : le travail et le capital. Sa forme est beaucoup plus complexe². Ses inputs sont : le capital public en infrastructure, et l'intrant composite en travail. Mais ce dernier est lui-même constitué à partir des services d'éducation, de santé³, du travail non éduqué, et du capital privé.

L'Etat emprunte auprès des ménages et à l'extérieur, le second agent économique, il constitue ses ressources à partir d'aides extérieures⁴, de revenu non fiscal et de divers impôts. Il effectue des dépenses d'investissement en éducation, santé, infrastructure et autres, des dépenses de maintenance et des dépenses hors maintenance. Il verse de la subvention aux producteurs, le salaire de ses employés et rémunère les dettes domestiques et étrangères.

Enfin, il y a le reste du monde. Celui-ci octroie de l'aide à l'Etat, effectue des transferts de devise au ménage représentatif, accorde des prêts tant aux producteurs qu'à l'Etat (à un taux concessionnel). Enfin, il effectue des échanges commerciaux avec le pays.

² La fonction de production est une imbrication de plusieurs CES (Constant Elasticity of Substitution).

³ Les services de santé et d'éducation sont formés d'une part de services privés, et d'autre part de services publics. Les services publics de santé et d'éducation ont comme composant commun le capital public en infrastructure. Ensuite, les autres composants sont le capital public en éducation et le personnel enseignant pour le service public d'éducation, et le capital public en santé et le personnel médical pour le service public en santé.

⁴ Les aides extérieures sont considérées comme une ressource additionnelle pour l'Etat, et sont situées « au dessus de la ligne »

Les indicateurs de l'OMD (Objectif du Millénaire pour le Développement) et leur lien avec les agrégats macroéconomiques

Le modèle SPAHD a retenu six indicateurs de l'OMD pour suivre l'amélioration des conditions de vie : le taux de pauvreté, le taux d'alphabétisation, le taux de mortalité infantile, le taux de malnutrition, l'espérance de vie à la naissance et le taux d'accès à l'eau potable.

S'il est possible que le développement économique influence le développement humain, le phénomène inverse est aussi vrai. Cependant, dans le modèle SPAHD-Madagascar, c'est uniquement l'action du développement économique sur le développement humain qui est modélisée.

Pour ce faire, on admet que le niveau de richesse (exprimé soit par la consommation réelle par tête, soit par le PIB réel par tête) tend à réduire la pauvreté, la mortalité infantile, la malnutrition infantile, et à augmenter l'accès à l'eau potable et l'espérance de vie à la naissance. La capacité de l'Etat à offrir un service public de qualité à chacun des habitants tient aussi un rôle capital, soit à augmenter l'espérance de vie à la naissance et l'accès à l'eau potable, soit à réduire la mortalité infantile, et la malnutrition infantile.

La qualité du service public par habitant est ici caractérisée par le stock de capital public en infrastructure rapporté au PIB (cas de l'accès à l'eau potable), ou par le stock de capital public en santé rapporté au PIB ou à la taille de la population (cas de la mortalité infantile, de la malnutrition infantile, et de l'espérance de vie à la naissance).

L'importance de la pauvreté ambiante, ou de la densité de la population agissent aussi respectivement sur le taux de mortalité infantile, le taux de malnutrition et l'espérance de vie d'une part, et l'accès à l'eau potable d'autre part.

L'action du développement économique sur le développement humain est exprimée sous forme de relations économétriques pour les indicateurs de l'OMD suivants : le taux de mortalité, le taux de malnutrition, l'espérance de vie à la naissance et le taux d'accès à l'eau potable. Les variables explicatives sont pour cela :

- le PIB réel par tête ou la consommation privée réelle par tête ;
- le taux de pauvreté ou la densité de la population ;
- le capital public en santé rapporté au PIB ou à la taille de la population ; ou le capital public en infrastructure rapporté au PIB.

Faute de données temporelles nationales suffisantes, les estimations économétriques sont effectuées sur un panel de pays ayant des caractéristiques économiques similaires à Madagascar⁵.

Le modèle SPAHD utilise un pseudo taux d'alphabétisation pour mesurer l'impact d'une politique d'éducation. Celui-ci comporte quelques différences avec le taux d'alphabétisation classique comme le soulignent les suivantes explications :

- le taux d'alphabétisation classique exprime le poids dans la population âgée de 15 ans et plus de ceux qui maîtrisent l'écriture, la lecture dans une langue donnée (et éventuellement à effectuer des calculs élémentaires) ;
- en revanche, le pseudo taux d'alphabétisation est constitué du ratio entre la main-d'œuvre éduquée⁶ et la population totale ;

⁵ Les indicateurs comme le taux de mortalité infantile, le taux de malnutrition, l'espérance de vie à la naissance, sont mesurés essentiellement par les enquêtes de démographie et de santé EDS, dont la fréquence est de 3 à 5 ans, mais à l'image de l'enquête permanente auprès des ménages (EPM), ces opérations statistiques n'ont été réalisées à Madagascar qu'à partir des années 90. Ainsi, on ne peut avoir de données temporelles sur ces indicateurs que sur des nombres très limités.

- ensuite pour le modèle SPAHD, il n'y a pas de stade intermédiaire au niveau de la connaissance : soit l'individu est éduqué, soit il ne l'est pas.

Avec SPAHD, l'incidence des agrégats macroéconomiques sur le taux d'alphabétisation ne se présente donc pas d'une manière explicite, à partir des liens économétriques.

Le caractère dynamique du modèle

Tout ce qui a été mentionné jusqu'alors, à savoir l'équilibre macroéconomique, le comportement des agents et le lien entre développement économique et développement humain, doit être vérifié pour toutes les années constituant la période de la simulation. Mais la question qu'on peut se poser est comme le modèle passe-t-il d'une année à l'autre dans sa résolution ?

Le modèle étant dynamique, les liens temporels entre les projections successives (c'est-à-dire d'une année à l'autre) sont assurés par :

- la formation des capitaux privé et publics, qui allie la dépréciation du capital, et l'efficience des dépenses publiques avec le niveau d'investissement ;
- l'anticipation adaptative qui concerne le taux de change, la vente domestique, l'exportation et le prix du bien domestique ;
- l'effet accélérateur de l'investissement (caractérisé par l'intervention du taux de croissance du PIB au coût des facteurs) ;
- le lien entre d'une part le niveau du travail éduqué de l'année antérieure (déflaté des départs en retraite et des décès) et du nombre de « diplômés » de l'année antérieure ; et d'autre part le travail éduqué de l'année en cours ;
- les indicateurs de qualité des capitaux publics.

Le principe de base du SPAHD dans l'analyse d'une politique économique

Le modèle SPAHD est un modèle de simulation. Son principal intérêt réside dans l'analyse d'impact d'une politique économique tant sur les agrégats macroéconomiques que sur quelques indicateurs de l'OMD, mesurant le développement humain. Cette analyse se base sur les écarts observés par chaque agrégat ou indicateur de l'OMD, entre ce que décrit le scénario sans choc et le scénario avec choc (c'est-à-dire avec l'introduction d'une politique économique).

IB- Quelques résultats du scénario de base

Le scénario de base est constitué d'une succession de projections temporelles de l'économie. Il est donc composé des évolutions des agrégats économiques et des six indicateurs de l'OMD sur la période 2004-2015. L'année de référence est ici l'année 2004. Les projections sont faites sur la base de la structure de l'économie en l'année de référence, sur des hypothèses concernant le comportement des agents, mais aussi sur des variables exogènes.

Le bloc macroéconomique

La sphère réelle

⁶ C'est cette approche qui permet de comptabiliser tous les éduqués encore vivant, car dans le modèle, tout individu éduqué trouve un emploi

Le PIB au coût des facteurs varie à la hausse de manière soutenue passant de 9448 milliards MGA⁷ en 2007 à 12519,4 milliards MGA en 2015. Néanmoins, son taux de croissance, tout en restant positif durant la période observée, diminue dans le temps. Si en 2007, on enregistre un taux de croissance de 5,5% ; ce taux ne cessera de baisser par la suite. Il ne vaudra plus que 2,9% en 2015.

La consommation totale, évaluée à 7 862,6 milliards MGA en 2007, augmentera chaque année à un rythme variant de 2,1% à 2,6% pour atteindre 9 506 milliards MGA en 2015.

Pour les deux composantes de la consommation totale qui sont la consommation privée et la consommation publique, quoiqu'elles observent toutes une hausse continue, le rythme de croissance n'est pas le même. Celui de la consommation publique sera beaucoup plus soutenu car elle augmentera chaque année avec un taux variant entre 4,7% et 6,4%. La consommation privée (qui représente en moyenne 99% de la consommation totale) connaîtra un taux de croissance annuel se situant entre 2,0% et 2,4%.

L'investissement total est évalué à 2 244,7 milliards MGA en 2007 et atteindra 2 959,9 milliards MGA en 2015. Après un rythme de croissance annuel de l'ordre de 4% entre 2008 et 2012 ; la croissance de l'investissement total connaîtra un ralentissement par la suite. Cet indicateur baissera petit à petit pour ne plus valoir que 3,2% en 2015.

Entre les deux composants de l'investissement total que sont l'investissement privé et l'investissement public, qui s'élèvent respectivement à 1182,3 et 1062,4 milliards de MGA en 2007, le rythme de la croissance annuelle ne sera pas le même. Alors que pour le premier il passera de 5,2% en 2009 à 4,1% en 2015 ; pour l'investissement public, l'amplitude sera plus faible soit 2,6% en 2009 et 2,1% en 2015.

On note au passage la similarité des profils des évolutions temporelles des composantes de la demande globale (consommations privée et publique, investissements privé et public). On observe un ralentissement de la croissance annuelle à partir de 2009. Un phénomène identique est aussi à relever pour le cas du PIB au coût des facteurs.

Le secteur externe

La balance courante se dégrade progressivement pendant toute la période de projection (2007-2015) de -4,9% du PIB en 2007 à -6,1% du PIB en 2015. Toutefois, son rythme de dégradation se répartit en deux périodes distinctes : d'abord, s'il y a une certaine stabilité de la balance courante entre 2007 et 2010 ; par la suite, le déficit de la balance courante s'aggravera de 0,2 point de pourcentage chaque année.

La balance commerciale enregistre un creusement du déficit passant de -12,4% du PIB en 2007 à -15,2% du PIB en 2015. En effet, le rythme de croissance des importations (par rapport au PIB) est beaucoup plus rapide que celui des exportations. Entre 2007 et 2015, les exportations exprimées en pourcentage du PIB passeront de 35,3% à 29%, ce qui dénote une baisse de 6,3 point de pourcentage du poids des exportations. Sur la même période, le poids des importations passera de 47,6% à 44,1%. Ainsi, en termes clairs, le recul qui est de 3,5 points de pourcentage du poids des importations est nettement plus faible que son équivalent pour les exportations.

Les finances publiques

⁷ Dans le scénario de base 1 USD = 2 436,71 MGA en moyenne sur la période 2004 – 2015.

Évalués en pourcentage du PIB, les dépenses publiques totales et ses composants restent stables autour de 25% du PIB entre 2007 et 2015. Pour les dépenses en biens et services, leur poids par rapport au PIB passera de 0,9% à 1,1% entre 2007 et 2015. Les deux postes qui constituent les dépenses en biens et services, à savoir les dépenses de maintenances et les autres dépenses, verront leur poids par rapport au PIB rester stable, soit de l'ordre respectivement de 0,6% et 0,3%.

Les salaires et émoluments verront quant à eux leur poids passer de 4,7% en 2007 à 5% en 2015 tandis que l'investissement public se stabilisera à 12% entre 2007 à 2015. Les paiements d'intérêts (dette intérieure et dette extérieure) représenteront 1,7% du PIB en 2007, puis 1,6% en 2008. Après avoir stagné à ce niveau jusqu'en 2012, le poids des paiements d'intérêts augmentera petit à petit pour atteindre 1,9% du PIB en 2015. Le poids des subventions est fixé à 5,7% du PIB.

Quant au solde budgétaire, après une stabilité autour de -4,0% entre 2007 et 2010, il ne cessera de se détériorer au cours du temps pour atteindre -5,2% du PIB en 2015, s'il était de -4,1% en 2007.

L'emprunt public domestique est fixé à 1% du PIB, tandis que l'emprunt extérieur public passera de 3,1% en 2007 à 4,2% en 2015. Les poids des deux types de dette publique vont augmenter dans le temps mais avec des rythmes différents. Pour la dette publique domestique, le poids augmentera de 11,4% du PIB en 2007 à 15,4% en 2015. En revanche pour la dette extérieure publique, l'augmentation sera plus forte : de 30,9% en 2007 à 46,4% en 2015.

Prix et niveaux de richesse

Le prix du bien composite connaîtra des inflations annuelles modérées, chaque année de 2008 à 2015. Selon la simulation du scénario de base, le taux d'inflation annuelle atteindra 2,1% en 2008. Par la suite son ampleur faiblira pour atteindre 1,3% en 2012, avant de prendre légèrement à nouveau d'intensité pour se situer à 1,7% en 2015.

Tableau 1

Variation annuelle en pourcentage de quelques indicateurs économiques dans le scénario de base

Indicateur \ Année	2008	2010	2012	2014	2015
Prix du bien composite	2,1	1,3	1,3	1,5	1,7
PIB réel au coût des facteurs par tête	2,3	1,3	0,8	0,5	0,4
PIB réel par tête aux prix du marché	-0,4	0,2	0,0	-0,3	-0,4
Revenu disponible réel par tête	0,3	0,0	-0,4	-0,8	-1,1
Consommation privée réelle par tête	0,0	0,0	-0,1	-0,3	-0,5

Source : modèle SPAHD, calculs du CREAM.

Un fléchissement de l'évolution temporelle est constaté pour chacun des trois indicateurs économiques suivants, le PIB réel au coût des facteurs par tête, le revenu disponible réel par tête et la consommation privée réelle par tête. Leur taux de variation annuelle respectif ne cesse de faiblir à partir de 2008. Ce taux devient d'ailleurs négatif à partir de 2012 pour le cas du revenu disponible réel par tête, ou de la consommation privée réelle par tête. Ce qui exprime le recul chaque année du niveau de ces deux indicateurs à partir de 2012.

Le développement humain

Parmi les six indicateurs de l'OMD analysés dans SPAHD, que sont le taux de pauvreté, le taux d'alphabétisation, le taux de mortalité infantile, l'espérance de vie à la naissance, le taux de malnutrition, et le taux d'accès à l'eau potable ; seule l'évolution du dernier présage une certaine amélioration des

conditions de vie de la population. En effet, évaluée à 52,6% en 2008, le taux d'accès à l'eau potable atteindra 56,7% en 2015, soit un gain de 4 points de pourcentage en sept années.

Pour les autres indicateurs, leur évolution dans le temps interprète plutôt une stagnation de la situation qu'une amélioration. A titre d'exemple, le taux de malnutrition passera de 40,8% en 2008 à 39,7% en 2015 ; alors que la référence en 2004 est de 41,9%. L'espérance de vie à la naissance ne changera pratiquement pas au cours du temps.

Tableau 2
Evolution dans le temps des six indicateurs de l'OMD dans le scénario de base

Indicateur OMD \ Année	2008	2010	2012	2014	2015
Taux de pauvreté (%)	69,0	69,0	69,0	69,4	69,8
Taux d'alphabétisation (%)	40,1	40,5	41,0	41,5	41,7
Taux de mortalité infantile (nombre de décès avant 5 l'âge de ans, pour mille naissances)	70	70	69	69	70
Taux de malnutrition (%)	40,8	40,4	40,1	39,8	39,7
Espérance de vie à la naissance (an)	56,8	57,0	57,1	57,1	57,0
Taux d'accès à l'eau potable (%)	52,6	54,3	55,5	56,4	56,7

Source : modèle SPAHD, calculs du CREAM.

Le taux de pauvreté restera pratiquement fixé à 69% chaque année de 2008 à 2015 (quoique présentant une détérioration faiblement perceptible). Cette évolution du taux de pauvreté s'explique d'une part par la faible inflation annuelle que la simulation montre, et d'autre part par le léger recul de la consommation privée réelle par tête à partir de 2012. Quant à la mortalité infantile, son taux fluctuera autour de 69 décès avant l'âge de 5 ans, pour une cohorte de 1000 enfants, chaque année de 2008 à 2015.

La principale leçon que l'on tire de tout ceci est qu'il n'y a pratiquement pas de développement humain, les améliorations étant trop timides sinon insignifiantes. *Ce qui milite pour l'instauration de politiques économiques plus ambitieuses.*

IC. – Analyse des problématiques inhérentes à la stratégie de développement

La hausse de l'investissement interne et la question de la surchauffe

L'objectif de l'analyse dans cette partie est de savoir dans quel domaine un investissement additionnel profite le plus à l'économie. Pour la comparaison, on simule l'impact d'un investissement additionnel chaque année, d'un montant de 42,5 milliards de MGA, entre 2008 et 2012, dans chacun des sous-secteurs suivants : les capitaux publics en éducation, en santé, en infrastructure, et enfin dans le secteur privé. Le choix du montant n'est pas fait au hasard. Il découle d'une estimation réelle du coût de construction de salle de classe et établissement scolaire, comme il est prévue dans le MAP, et ce à partir des données du BIT (Marc Van IMSCHOOT, 2005) sur ses projets de construction d'école.

Dans le présent exercice, la simulation de l'impact d'un investissement additionnel dans un secteur donné ne signifie pas que tout l'investissement se fait dans ce secteur. La réalité est que par rapport à l'année de référence de 2004 (dans notre modélisation), il y a une répartition de l'investissement public. En l'absence de choc, cette répartition, comme le poids de l'investissement public dans le PIB, est maintenue fixe pour toute la projection jusqu'à l'horizon 2015. Ainsi, l'investissement additionnel est un rajout.

L'effet sur la croissance d'un choc en investissement privé est non seulement modéré mais limité dans le temps. Le PIB au coût des facteurs n'augmente en effet que de 0,1% par rapport au scénario de base chaque année entre 2010 et 2013 lorsque un choc annuel d'un montant de 42,5 milliards MGA est

apporté par le secteur privé entre 2008 et 2012. On relève ici que l'incidence est légèrement décalée dans le temps. Mais au-delà de 2013, l'impact du choc devient insignifiant.

Pour les chocs similaires en investissement public, l'impact sur le PIB au coût des facteurs se voit surtout avec les investissements publics en santé et en infrastructure.

Tableau 3
Variation relative par rapport au scénario de base (en pourcentage) du PIB au coût des facteurs suite à un choc en investissement sur la période 2008 – 2012

Choc en investissement	Pendant le choc			Après le choc	
	2008	2010	2012	2014	2015
Public					
Santé	0,0	1,0	1,3	1,3	1,1
Education	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Infrastructure	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1
Privé	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0

Source : modèle SPAHD, calculs du CREAM. **Mode de lecture :** En 2012, le PIB au coût des facteurs sera supérieur de 1,3% de sa valeur dans le scénario de base si l'investissement additionnel public se fait dans le secteur santé.

Tandis que l'investissement public additionnel, en l'occurrence en éducation et en infrastructure, agissant sur l'offre fait baisser le prix, l'investissement additionnel dans le secteur privé génère un effet contraire : une augmentation du prix. Dans ce dernier cas, l'écart relatif du prix du bien composite entre le scénario de base et le scénario avec choc ne cesse d'ailleurs d'augmenter. *Ce qui témoigne de la surchauffe de l'économie.* Cette augmentation va au-delà de la période où il y a eu le choc. Il n'y a de ce fait qu'avec l'investissement additionnel dans le secteur privé qu'on assiste à un recul de la consommation privée.

Tableau 4
Ecart relatif par rapport au scénario de base (en pourcentage) du prix composite suite à un choc en investissement sur la période 2008 – 2012

Choc en investissement	Pendant le choc			Après le choc	
	2008	2010	2012	2014	2015
Public					
Santé	-0,10	0,54	0,35	-0,05	-0,31
Education	-0,10	-0,29	-0,46	-0,46	-0,48
Infrastructure	-0,10	-0,27	-0,41	-0,33	-0,30
Privé	0,00	0,16	0,38	0,65	0,76

Source : modèle SPAHD, calculs du CREAM. **Mode de lecture :** En 2012, en cas d'investissement additionnel public dans l'éducation le prix du bien composite baissera de 0,46% par rapport au scénario de base.

Notons qu'un taux d'investissement de 30% du PIB à partir de 2012 est fixé comme un des objectifs macroéconomiques dans le développement du pays. La simulation faite (considérant le taux d'investissement de 30% comme exogène) pose à ce sujet un certain nombre de contraintes.

D'abord, à moins d'un afflux massif d'IDE, un effort particulier est attendu de l'Etat, car l'effet d'entraînement sur le secteur privé reste modéré. En effet, si en 2012, l'investissement public doit augmenter de 27,6% par rapport à sa valeur dans le « baseline », la variation relative équivalente ne serait que de 3,7% pour l'investissement privé. De la même façon, les écarts respectifs correspondants relativement au scénario de base seront en 2015 de 18,9% pour l'investissement public et 6,5% pour l'investissement privé.

Il en découle un creusement du solde budgétaire. En effet, par rapport au scénario de base, un écart de 0,6 point de pourcentage du PIB du solde budgétaire est relevé en 2008. Cet écart va s'accroître jusqu'à atteindre 2,7 point de pourcentage du PIB en 2012. Par la suite, cet écart va s'amenuiser, néanmoins on assistera à une accumulation de la dette extérieure. Ainsi, par rapport au scénario de base, le rajout à la

dette extérieure représentera 0,1% du PIB en 2008, mais son poids gagnera en ampleur pour atteindre 11,9% du PIB en 2015, soit l'équivalent de la pression fiscale du pays. *Ce qui montre combien le défi d'atteindre le taux d'investissement total de 30% du PIB coûte cher sur les finances publiques.*

L'afflux d'IDE et la question du syndrome hollandais

L'objet de l'étude dans cette partie est d'analyser l'impact sur l'économie et sur les conditions de vie de la population, d'un afflux massif d'investissement direct étranger sur une période très limitée, comme c'est le cas actuel (IDE pour l'exploitation de cobalt et d'ilménite). Pour ce faire, il y a des incidences qui méritent particulièrement d'être vérifiées à savoir : la hausse des prix, la hausse du coût du travail, l'appréciation de la monnaie locale (en terme réel), et donc de la perte de compétitivité de l'économie malgache. La conjonction de ces différents phénomènes caractérise le « syndrome hollandais ».

On prévoit à 3 887 millions USD les investissements miniers à Madagascar sur la période 2007 – 2010. Une partie de ces capitaux est constituée d'équipements qui vont entrer au pays sous le régime « d'admission temporaire », (sans paiement de droits de douanes). La partie restante est faite de devises. Leur utilisation dépend de la capacité d'absorption de l'économie malgache.

L'afflux de capitaux va être accompagné d'un recrutement de main d'œuvre. Dans notre simulation, on suppose que l'embauche locale va concerner 15 000 individus. Elle s'étalera sur trois ans (2008 à 2010).

La seconde hypothèse forte dans notre simulation est que ces 15 000 individus font partie du travail brut non éduqué. En effet, il a été mentionné le recrutement des travailleurs étrangers dans la phase de démarrage des projets miniers, car certaines qualifications ne peuvent être trouvées sur place. Mais en raisonnant ainsi, on tient compte dans notre modèle du paradoxe du travailleur découragé⁸.

Tableau 5

Variation relative (en pourcentage) par rapport au scénario de base suite à un afflux d'IDE entre 2008 et 2010

Agrégat \ Année	2008	2010	2012	2014	2015
PIB au coût des facteurs	1,1	2,1	2,3	2,6	2,7
Importation (droits de douane inclus)	61,5	22,3	9,4	12,9	14,7
Consommation privée	2,7	7,5	11,5	15,4	17,4
Investissement total	101,9	20,8	12,8	16,7	18,6
Privé	192,4	34,4	11,1	14,8	16,5
Public	1,0	5,0	14,9	19,3	21,4
Exportation B&S non facteurs	4,3	14,6	23,1	30,6	34,4

Source : modèle SPAHD, calculs du CREAM. **Mode de lecture :** En 2012, le PIB au coût des facteurs augmentera de 1,1% par rapport au scénario de base.

La forte hausse de l'investissement privé aura pour conséquence immédiate une augmentation de la demande locale en marchandise. Cette dernière s'écartera alors de 25,1% et de 26,2% de ses valeurs du scénario de base, respectivement en 2008 et en 2009. Par la suite, il y aura toujours un écart par rapport au scénario de base, mais à une amplitude plus modérée par rapport aux deux années mentionnées auparavant.

⁸ Le paradoxe du travailleur découragé caractérise la hausse du taux de chômage quand il y a une hausse de la demande de travail : après un signe d'embellie sur le marché du travail, les individus aptes au travail mais qui ont cessé d'en rechercher s'y présentent à nouveau.

La hausse de la demande globale sera satisfaite différemment par la production locale et l'importation. Du fait de l'afflux des devises, et le maintien à 2,7 mois de réserves de change, l'importation va augmenter sans se traduire par une dépréciation de la monnaie locale (en terme nominal). Au contraire, l'Ariary (MGA) risque de s'apprécier. Selon notre simulation, le taux de change de l'USD contre le MGA baissera de 12,3% en 2008. La simulation prévoit d'ailleurs toujours de baisse par rapport au scénario de base. Ainsi, en 2015, l'USD s'échangera avec 6,24% de moins contre le MGA, par rapport au scénario de base.

Du fait de la hausse de l'importation, il s'en suit une pression sur le prix du bien composite. Comme le prix à l'importation lui-même baissera (à tarif douanier et prix international inchangés), au final, le prix de vente locale du bien domestique baissera aussi. Ce qui augmentera la demande locale en bien domestique.

Les quatre prix à savoir celui de l'importation, de l'exportation, du bien composite (hors taxes) et de la vente domestique seront tous en baisse par rapport au scénario de base. C'est-à-dire que pour chaque année considérée sur la période 2008- 2015, le niveau de chacun de ces prix après l'afflux d'IDE miniers se situera en dessous de leurs niveaux respectifs dans le scénario de base. L'inflation annuelle du prix du bien composite (taxes comprises) sera d'ailleurs toujours plus faible que celle du scénario de base. *C'est surtout ce dernier résultat qui nous empêche de dire qu'il y a le syndrome hollandais.*

Le financement du creusement du déficit budgétaire et ses implications

Au vu des impacts sur les finances publiques du programme de développement basé sur l'investissement public la question que l'on doit se poser est comment l'Etat peut-il financer ses dépenses publiques ? En fait, au-delà du creusement du déficit public dû au programme d'investissement ; le pays s'est aussi engagé dans plusieurs autres défis, comme la convergence macroéconomique dans le cadre de l'intégration régionale. En clair, le pays ambitionne de :

- augmenter à un taux de 15% du PIB à partir de 2012 le taux de pression fiscale ;
- limiter à 3% du PIB le déficit public ;
- annuler les droits de douanes de certains produits en provenance de la SADC.

En premier lieu, l'objectif de l'étude est d'analyser les implications du défi de l'Etat d'atteindre un taux de pression fiscale de 15% du PIB à partir de 2012. A ce sujet, les simulations réalisées se cantonnent au relèvement des taux d'imposition directe ou indirecte, sans se demander la portée d'un effort de recouvrement fiscal.

Deux simulations sont donc réalisées. Si avec la première l'atteinte des 15% de taux de pression fiscale se fait par un relèvement du taux d'imposition directe ; dans la seconde elle se fait par une hausse du taux d'imposition indirecte. Conformément à ce que prédit la théorie économique, et d'autres analyses (Yazid DISSOU, Steven HAGGBLADE et al, 1998), ces deux approches fiscales n'ont pas la même portée. L'une comparée à l'autre peut avoir d'effets plus néfastes sur l'économie, et le bien-être de la population.

Pour mieux comprendre les argumentaires avancés dans le présent document, il faut retenir que l'analyse se fait toujours avec les taux effectifs de taxation (directe ou indirecte) que sur les taux théoriques. Il y a plusieurs raisons à cela. D'abord, du fait de la présence de plusieurs prélèvements tant au niveau du revenu brut⁹, que sur la consommation¹⁰, il convient plus de se référer à des taux synthétiques. Ensuite, dans le cas des biens de consommation finale, tous les produits ne sont pas assujettis à la TVA.

⁹ Dans le modèle SPAHD, il n'y a qu'un ménage représentatif. Il est à la fois salarié et entrepreneur. A ce titre, il est assujetti à l'impôt sur les bénéfices ou IBS, et à l'impôt sur le revenu salarial ou IRSA.

¹⁰ Si la TVA est censée frapper les produits de consommation finale du ménage, la formation du prix de bien de consommation peut aussi être influencée par la taxe communale, la taxe sur les produits pétroliers qui en premier lieu concernent les carburants donc les frais de transport.

Pour atteindre le taux de pression fiscale de 15% du PIB à partir de 2012, l'Etat est obligé de relever soit le taux de prélèvement sur le revenu (taxe directe), soit le taux de prélèvement sur la consommation (taxe indirecte). Dans l'une comme dans l'autre approche, l'augmentation de la taxe doit être continue, même entre 2012 et 2015 période à laquelle le taux de pression fiscale est supposé fixe à 15% du PIB¹¹.

Aussi bien dans l'une que dans l'autre approche, l'atteinte des 15% de pression fiscale se traduit par un fléchissement par rapport au scénario de base du cours du PIB au coût des facteurs. Avec la hausse du taux des prélèvements indirects, le fléchissement débute en 2013 et vaut -0,3% en 2015. La baisse équivalente sera plus importante, quoique du même ordre, en cas de recours à une hausse du taux des prélèvements directs soit -0,7% en 2015.

La consommation privée reculera par rapport au scénario de base en cas de hausse du taux des prélèvements directs ou celui des prélèvements indirects, mais la portée sur la consommation privée ne sera pas la même. La différence de portée des deux instruments se voit tant dans la durée que dans l'ampleur du recul. *Ce qui se met en évidence à partir de l'atteinte du taux de pression fiscale de 15% du PIB c'est donc la rapide paupérisation de la population.*

Tableau 6

Variation relative (en pourcentage) par rapport au scénario de base de quelques agrégats en cas de hausse de prélèvement fiscal pour atteindre le taux de pression fiscale de 15% du PIB en 2012

Agrégat \ Type d'impôts relevés	2008	2010	2012	2014	2015
PIB au coût des facteurs					
Directs	0,0	-0,1	-0,3	-0,5	-0,7
Indirects	0,0	0,0	0,0	-0,2	-0,3
Import					
Directs	-1,4	-4,6	-8,2	-10,5	-11,7
Indirects	-1,4	-4,3	-7,4	-9,2	-9,9
Consommation privée					
Directs	-0,2	-1,3	-3,4	-5,9	-7,3
Indirects	0,1	-0,2	-1,1	-2,9	-4,0
Investissement privé					
Directs	0,5	0,9	0,4	-1,3	-2,2
Indirects	0,7	1,8	2,1	1,7	0,3
Revenu disponible					
Directs	-1,0	-2,8	-4,3	-4,6	-4,8
Indirects	0,1	0,5	1,0	1,4	1,6
Export					
Directs	0,0	-0,9	-3,1	-6,3	-8,3
Indirects	0,0	-1,0	-3,7	-8,3	-11,1

Source : modèle SPAHD, calculs du CREAM. **Mode de lecture :** exemple, si l'objectif de pression fiscale de 15% du PIB en 2012 est atteint par un relèvement des taux d'imposition directe alors, le PIB baissera de 0,3% par à sa valeur sans une telle politique.

L'impact sur l'investissement privé d'une stratégie de hausse à 15% du PIB de la pression fiscale diffère complètement selon l'instrument recouru. Lorsque c'est la hausse du taux des prélèvements indirects qui est choisie, le niveau d'investissement privé restera toujours supérieur à celui du scénario de base. Ceci atteste l'effet neutre sur l'activité productive des taxations comme la TVA, celles-ci étant répercutées sur la consommation finale des ménages.

¹¹ Cela peut cependant causer un problème de mise en application du taux de prélèvement. La révision continuellement de ce dernier risque de faciliter l'évasion fiscale, par un recours au taux de l'année précédente qui est plus faible.

La tendance de l'écart relatif du niveau d'investissement privé (par rapport au scénario de base) rappelle d'ailleurs la théorie sur la courbe de LAFFER (Thierry MADIES, 1999), à la différence que l'observation de LAFFER réfère aux recettes fiscales collectées alors que notre simulation fait allusion au cours de l'investissement privé.

En contrepartie, une stratégie basée sur une hausse du taux des prélèvements directs, comme la théorie économique la prédit, engendre une baisse en niveau de l'investissement privé. Ce phénomène se verra à partir de 2013 pour laquelle, le niveau d'investissement privé sera inférieur de 0,5% de son niveau du scénario de base.

L'évolution du revenu disponible explique aussi cette différence des profils de l'investissement privé selon l'instrument fiscal mobilisé. Le revenu disponible augmente par rapport au scénario de base avec la hausse de la pression fiscale basée sur la hausse du taux des prélèvements indirects alors qu'il baisse par rapport au scénario de base avec une hausse du taux des prélèvements directs.

L'impact sur le prix du bien composite peut s'apprécier par la différentielle d'inflation (annuelle) entre le scénario de base et le scénario avec choc. L'un comme l'autre instrument fiscal qu'on peut retenir pour augmenter le taux de pression fiscale engendre une hausse de prix (par rapport au scénario de base). La différentielle d'inflation augmente d'ailleurs d'année en année, pour atteindre 1,7 points de pourcentage en 2012, (respectivement 2,3 points de pourcentage en 2015) avec une hausse du taux des prélèvements indirects. Un phénomène similaire se produit avec la hausse du taux des prélèvements directs, avec les différentielles d'inflation (par rapport au scénario de base) de 1,4 points de pourcentage en 2012 et 1,9 points de pourcentage en 2015.

Finalement, une plus nette détérioration du bien être de la population est à redouter avec la hausse du prélèvement direct qu'avec celui de l'indirect. Ainsi, dans la première option, le taux de pauvreté augmentera de 5,7 points de pourcentage (par rapport au scénario de base) contre 3,2 points avec la deuxième.

Certes, l'abaissement tarifaire qu'on observera avec le libre échange de la SADC profitera aux ménages par une baisse du prix à la consommation, mais il engendrera aussi un manque à gagner fiscal. Une hausse du taux d'imposition indirecte pour compenser le manque à gagner fiscal profitera d'ailleurs essentiellement aux partenaires de la SADC, mais ni aux producteurs malgaches, ni aux consommateurs du pays en l'état actuel de l'économie.

Il y a une autre possibilité pour l'Etat de limiter à 3% du PIB le solde budgétaire : par l'augmentation des différentes redevances (en l'occurrence minières). Par ce moyen, l'Etat peut augmenter le revenu non fiscal. Une telle approche offre l'avantage de ne pas affecter directement la consommation de la population, surtout les pauvres et la classe moyenne. C'est à ce titre que ce piste mérite d'être exploiter.

CHAPITRE II : ANALYSE DES CHOCS COMBINES

Après avoir analysé séparément les politiques économiques et leurs implications, notre objectif dans ce chapitre est de se faire une idée de l'impact de leur combinaison . Pour ce faire, les chocs retenus sont :

- l'afflux d'IDE dans le secteur minier d'un montant de 3 887 millions USD réparti entre 2007 et 2010. L'investissement est accompagné d'un recrutement, de 5 000 individus chaque année de 2008 à 2010 ;

- l'abaissement tarifaire à partir de 2008 (libre-échange intra-SADC) ;
- la prise en compte de la demande d'éducation des ménages. Dans le scénario de base, une proportion fixe de la population fréquente le système scolaire. Dans la présente simulation, on suppose que cette proportion varie dans le même sens que la consommation privée réelle. Autrement dit, plus le ménage est nanti, plus il envoie ses enfants à l'école. Inversement, un ménage qui voit son pouvoir d'achat diminuer est susceptible de soustraire ses enfants du système scolaire ;
- le recrutement et la formation, sur la période 2008- 2012, de nouveaux enseignants et de personnel médical et paramédical dans les services sociaux publics ;
- l'investissement additionnel public (d'un même montant) sur la période 2008 – 2012, dans les trois secteurs suivants, l'éducation, la santé et l'infrastructure ;
- la hausse du taux d'imposition indirecte afin d'atteindre le taux de pression fiscale de 15% à partir de 2012, et contenir à partir de cette même année à -3% du PIB le solde budgétaire ;

Avertissement

Pour une meilleure compréhension des effets induits par la combinaison des chocs, il importe de rappeler les hypothèses sous jacentes au modèle :

- d'abord au niveau de la politique de stérilisation induite par la banque centrale ; à défaut d'un bloc monétaire, on suppose que la banque centrale fixe à 2,7 mois les réserves de changes, et que le surplus de devise n'est pas échangé contre la monnaie locale (ce qui en théorie fait augmenter la masse monétaire) ;
- ce surplus de devise est affecté en totalité à l'importation pour satisfaire la demande, ce qui a pour effet de contenir l'inflation, et tire à la baisse le prix domestique ;
- dès lors qu'il n'y a qu'un ménage représentatif de toute la population, on est obligé d'admettre une répartition équitable des revenus ou encore des effets bénéfiques à toutes la population. Tel est par exemple le cas sur la réduction de la pauvreté suite à l'afflux d'investissement : c'est à dire que la masse salariale distribuée, suite à l'afflux d'IDE, profite à tout le monde ;
- par ailleurs, l'inflation due à une hausse de l'imposition touche indistinctement tous les ménages ;
- on suppose aussi que la baisse du prix domestique reste supportable pour le producteur local, que cette baisse soit impliquée par l'abaissement tarifaire que par la hausse de l'importation suite à l'afflux d'IDE ;
- ensuite, la hausse de l'importation, quelle qu'en soit l'origine, profite à toute la population.
- comme il n'y a qu'un seul producteur représentatif du secteur privé, on admet donc que l'ensemble du secteur productif réagit de la même façon à la hausse de la demande globale due à l'accroissement de l'investissement et de la consommation ;
- on admet également qu'une hausse de l'imposition ne se traduit pas en évasion fiscale.

C'est uniquement lorsque toutes ces conditions sont vérifiées que l'on peut affirmer que la conjonction des différents chocs est profitable à l'économie et à toute la population (comme il sera décrit par la suite).

Réalisation des objectifs macroéconomiques

Le taux de pression fiscale de 15% ne sera jamais atteint sauf si l'Etat fait augmenter le taux de prélèvement. L'afflux d'IDE, lorsqu'il s'accompagne d'une hausse de l'importation, (qui a son tour fait baisser le prix et augmente la consommation privée réelle), augmente les recettes fiscales de porte ainsi que les impôts domestiques. En revanche, l'abaissement tarifaire génère un manque à gagner fiscal, ce qui fait que même sur la période 2007 – 2010, où l'afflux d'IDE miniers est attendu, le taux de pression fiscale

de 15% n'est pas réalisé¹². Ce résultat est susceptible de ne pas changer avec les investissements additionnels publics dans les secteurs santé, éducation et infrastructure, sur la période 2008 – 2012. D'où la nécessité de relever un taux d'imposition (nous recommandons ici la hausse de l'imposition indirecte) autrement le taux de pression fiscale de 15% ne peut être atteint.

En dépit de l'afflux d'IDE, qui selon nos hypothèses génère du revenu pour l'Etat, un solde budgétaire à moins de 3% du PIB en ampleur ne sera pas non plus atteint, même s'il n'y a pas les investissements additionnels publics dans les secteurs sociaux et dans l'infrastructure. Rappelons toutefois qu'un investissement privé doit toujours être accompagné par de l'investissement public pour deux raisons : d'une part pour prévenir l'effet de congestion, car le capital privé lui-même se détériore d'autant plus vite que l'infrastructure publique est de mauvaise qualité. D'autre part, l'effet d'entraînement est plus notable avec un investissement public qu'avec l'investissement privé seul. Ce phénomène est dû à l'effet d'offre d'un investissement public en infrastructure. Finalement, un effort de l'Etat, entre autres sous forme de hausse de l'imposition, est indispensable pour réaliser le solde budgétaire à moins de 3% du PIB en valeur absolue.

En ce qui concerne le taux d'investissement, tout dépend de l'importance de l'afflux d'IDE et de la politique d'investissement public. Si l'afflux d'IDE minier se réalise effectivement sur la période 2007-2010, alors les 30% du PIB en matière d'investissement total seront largement dépassés sur cette période. Au-delà de 2010, (sauf hausse de l'investissement privé), l'atteinte du seuil de 30% d'investissement total est largement tributaire d'une politique d'investissement public.

Impact sur les finances publiques

Etant donné l'investissement additionnel public dans les secteurs santé, éducation et infrastructures, les dépenses publiques évaluées en termes de PIB vont augmenter sur la période 2008-2012 par rapport au scénario de base. La hausse sera cependant limitée à la période susmentionnée.

Dans la présente simulation le taux de pression fiscale de 15% à partir de 2012, est exogène. Dans la mesure où l'abaissement tarifaire engendre un manque à gagner fiscal, la réalisation du taux de pression fiscale de 15% est due à la hausse de la taxation indirecte.

Mais la conséquence immédiate de la réalisation du taux de pression fiscale de 15% est que le solde budgétaire (qui incorpore les dons et les recettes non fiscales) atteint déjà les -3% du PIB en 2010. Par la suite, le solde budgétaire ne cesse de baisser d'amplitude pour pratiquement s'annuler en 2013, 2014 et 2015.

Compte tenu de cet équilibre du compte public (moyennant dons) à partir de 2013, l'Etat aura moins de recours à l'emprunt extérieur. Ainsi le poids de la dette extérieure (évalué en pourcentage du PIB) ne cessera de baisser. Ce poids passera de 36,6% du PIB en 2010 à 23,9% en 2015.

Impact sur la sphère réelle

L'importation subira deux effets contraires avec les chocs combinés. D'un côté, l'abaissement tarifaire, et la hausse de l'importation accompagnant l'afflux d'IDE feront augmenter l'importation (sans à souffrir d'une insuffisance d'offre de devise). A l'opposé, la hausse du prélèvement fiscal indirect tend à faire baisser l'importation, mais c'est la première tendance qui l'emportera. En conséquence, le prix à l'importation va baisser. Ensuite, il y aura une pression à la baisse du prix du bien composite (en dépit de

¹² N'oublions pas à ce sujet que certains équipements utiles aux investissements miniers entrent sous le régime douanier « d'admission temporaire ». Ils ne sont pas assujettis au paiement des droits et taxes douaniers.

la hausse de la taxation indirecte), qui se diffusera au prix du bien local (on suppose que cette baisse est supportée par le producteur local). Tout cela a pour effet d'augmenter la consommation. Comme par ailleurs il y a les chocs en investissement, la demande globale va augmenter. Celle-ci induira la croissance (puisque l'importation intervient aussi dans l'offre globale).

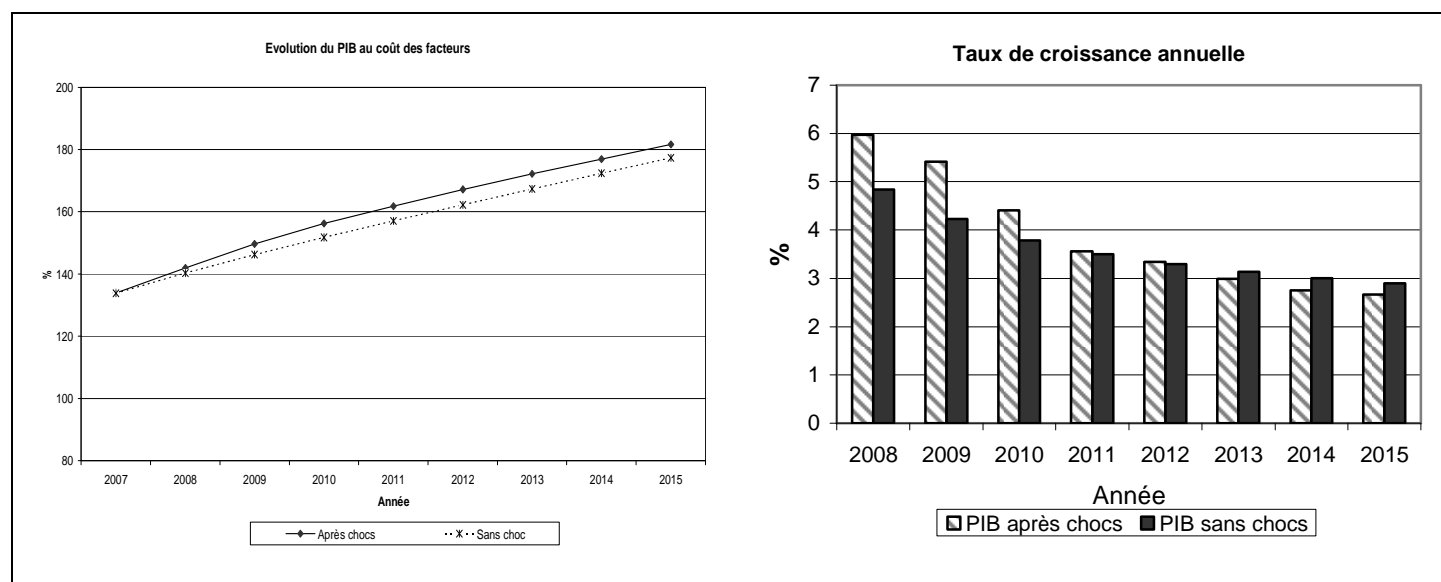
Le PIB au coût des facteurs ne cessera de croître dans le temps (voir graphique 1A). Son écart par rapport au scénario de base augmentera de 1,2% en 2008 à 3,1% en 2012 pour refluer à 2,4% en 2015. La croissance connaîtra donc un rendement décroissant. Ce phénomène n'est pas propre à la combinaison des chocs car il apparaît aussi dans le scénario de base (voir graphique B). En revanche, il y a un fait intéressant à souligner. Si le taux de croissance annuel du PIB au coût des facteurs avec les chocs combinés excède son équivalent dans le scénario sans choc jusqu'en 2012, au-delà cette année là, c'est le fait inverse qui se voit. Le fléchissement de la croissance a pour cela deux origines : les investissements privés et publics massifs commencent à perdre leur effet, à ceci s'ajoute l'effet négatif de l'inflation due à la hausse du prélèvement fiscal sur la demande globale.

Un fait équivalent au recul du taux de croissance annuel du PIB au coût des facteurs (par rapport au scénario de base), s'observe aussi au niveau du taux d'investissement. Alors que le taux d'investissement public revient à son niveau du scénario de base au-delà de 2012 (c'est-à-dire qu'on se met dans le cas où l'investissement additionnel public ne se prolonge pas au-delà de 2012) ; celui de l'investissement privé reculera de 0,3 point de pourcentage en 2011, voire de 0,5 point de pourcentage en 2015.

Graphique 1
Le PIB au coût des facteurs après les chocs et sans choc :

Evolution dans le temps (Graphique 1A),

et taux de croissance annuelle (Graphique 1B)



Source : modèle SPAHD, calculs du CREAM. Pour le graphique sur l'évolution du PIB au coût des facteurs, l'année 2003 est prise comme référence (base 100 en 2003).

En niveau, l'investissement privé total sera supérieur de 107,6% de celui du scénario de base en 2008 (soit donc le double du scénario de base). Cet écart, tout en restant toujours positif, (ce qui signifie qu'en niveau l'investissement total sera toujours supérieur à son équivalent dans le scénario de base), connaîtra une tendance à la baisse. Il ne vaudra que 21,4% en 2015.

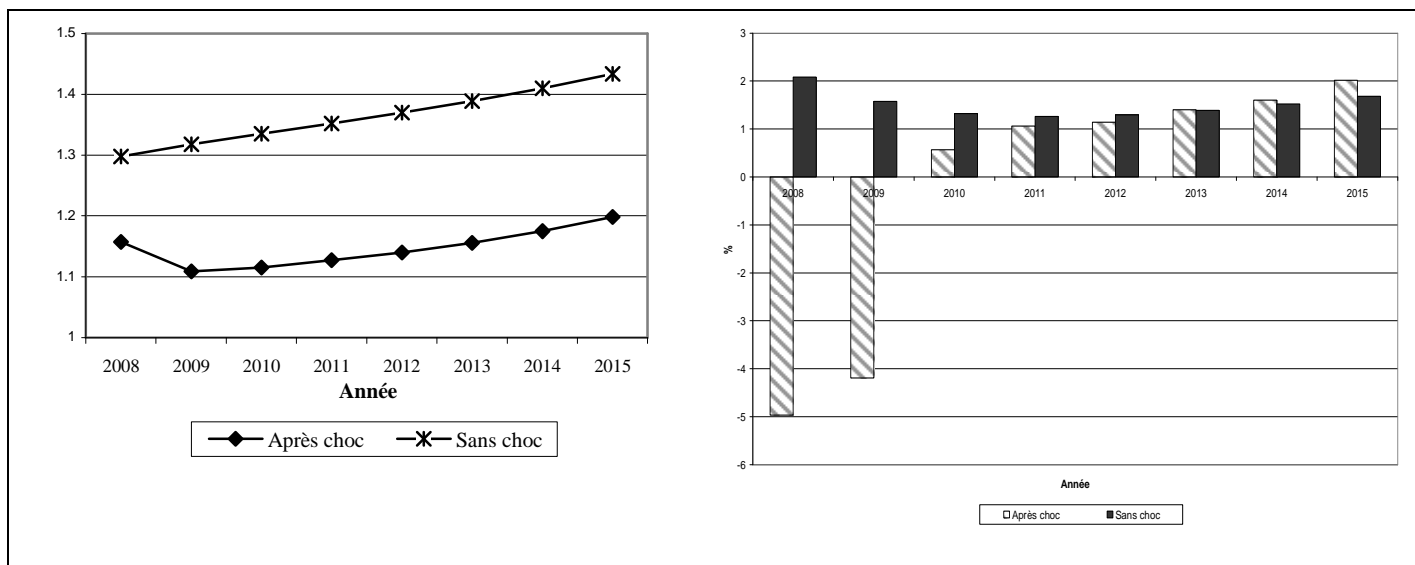
Quant à l'évolution du prix du bien composite ; suite à l'importation massive que l'on suppose accompagnant l'afflux d'IDE, ainsi que l'application de l'abaissement tarifaire, d'abord, celui-ci connaîtra un niveau nettement inférieur à celui du scénario de base. Une baisse dans le temps est d'ailleurs perçue jusqu'en 2010 (voir le graphique 2A). Par la suite le prix du bien composite augmentera dans le temps. A ce sujet, si l'inflation annuelle sera beaucoup plus faible chaque année de 2010 jusqu'en 2012, en niveau par rapport au scénario de base ; c'est le phénomène inverse qui se produira à partir de 2013 (voir graphique 2B). Cette inflation, relativement plus importante dans le scénario combinant plusieurs chocs, sera engendrée par la hausse du taux prélèvement de la taxation indirecte.

Il est à souligner que compte tenu de l'importation massive due à l'afflux d'IDE, de l'abaissement tarifaire, ainsi que de la pression sur le prix que tout cela induit ; le prix du bien composite (comprenant les taxes) sera toujours en niveau plus faible chaque année de 2008 à 2015 que son niveau dans le scénario de base. Le prix du bien composite (comprenant les taxes) sera inférieur de 16% environ par rapport au scénario de base à partir de 2009. La conséquence de ce prix plus faible est que la consommation totale, (mais aussi ses deux composantes, à savoir la consommation privée et la consommation publique), s'écartera de plus en plus de son niveau dans le scénario de base. Ainsi, en 2015, la consommation totale et la consommation privée s'élèveront à 15,9% de plus par rapport à leur niveau dans le scénario de base.

Graphique 2
Le comportement du prix du bien composite après les chocs et sans choc :

Evolution dans le temps (Graphique 2A),

et taux d'inflation annuelle (Graphique 2B)



Source : modèle SPAHD, calculs du CREAM. Pour l'évolution du prix du bien composite (incorporant les taxes) l'année 2004 est prise comme référence (le prix du bien composite sans taxe de 2004 est pris comme référence donc égale à 1).

Impact sur le secteur externe

A cause de l'importation massive accompagnant l'afflux d'IDE, mais aussi de l'abaissement tarifaire imposé par l'intégration régionale, il en résulte un creusement de la balance commerciale entre 2008 et 2010. Par la suite, la balance commerciale exprimée en pourcentage du PIB s'améliore par rapport au scénario de base. L'amélioration sera de 2,7 points de pourcentage en 2011, mais elle atteindra 6,2 points en 2015.

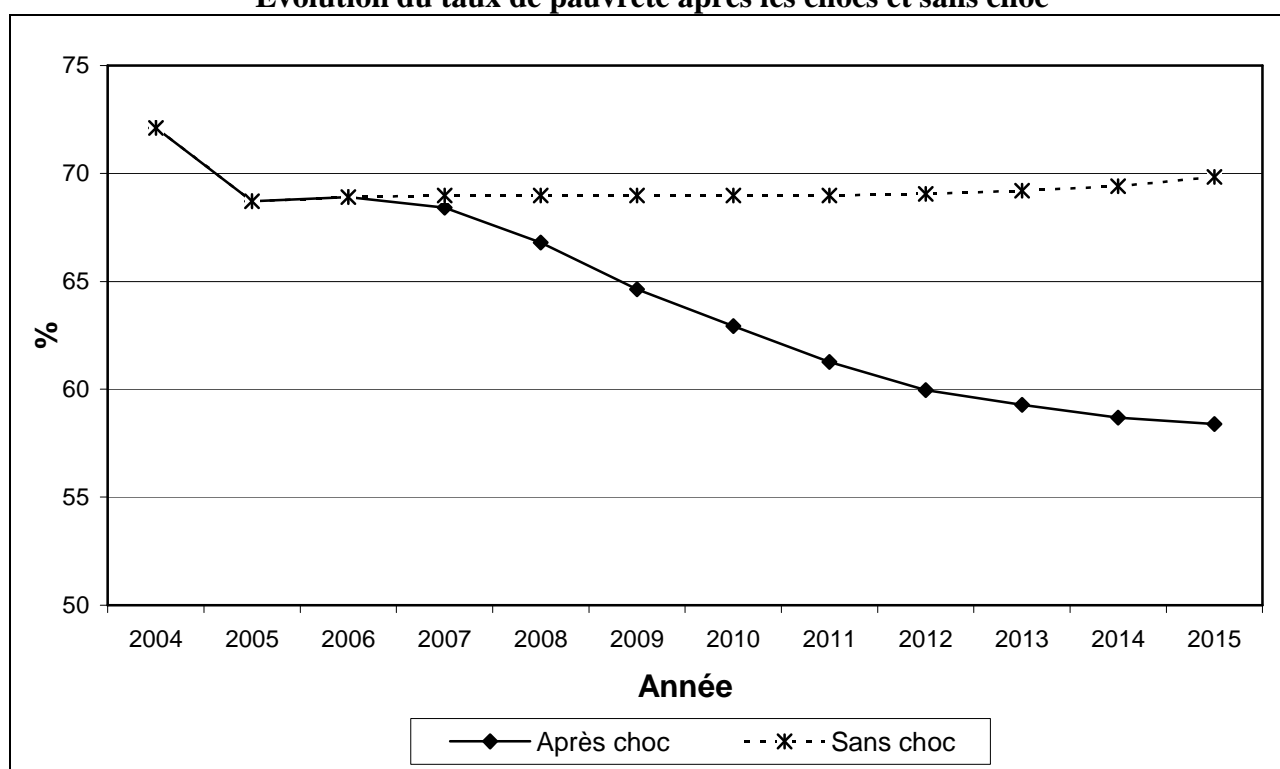
C'est le contraire de ce qu'on observe au niveau des échanges des biens et services qui se produit en revanche sur le plan du compte du capital. A cause de l'afflux d'IDE, le compte du capital exprimé en pourcentage du PIB s'améliorera par rapport au scénario de base de 2007 à 2010. Ensuite, on assistera à son creusement par rapport au scénario de base.

Quant au taux de change, l'hypothèse qui sous tend à notre modèle étant que l'Etat maintient à 2,7 mois ses réserves de change, l'importation massive ne se traduit donc pas par une dépréciation de la monnaie locale par rapport au USD.

Impact sur le bien être de la population

La consommation privée réelle par tête marquera une nette amélioration du niveau de vie de la population suite à la combinaison des chocs et moyennant les hypothèses sur l'utilisation de l'importation et la répartition uniforme des revenus. La variation annuelle (exprimée en pourcentage) de la consommation privée réelle par tête sera plus importante dans le scénario avec la combinaison des chocs que dans le scénario sans choc. L'écart de point de pourcentage (par rapport au scénario de base) de cette variation sera de 2,8 points (la plus haute intensité). Cet écart diminuera par la suite pour se situer à 0,7 point de pourcentage en 2015. Mais l'écart positif au niveau de la variation annuelle de la consommation privée réelle par tête présage un recul du taux de pauvreté.

Graphique 3
Evolution du taux de pauvreté après les chocs et sans choc



Source : modèle SPAHD, calculs du CREAM.

En effet, (voir graphique ci-dessus), le taux de pauvreté ne cessera de baisser tout en s'écartant de son profil du scénario de base suite à la combinaison des chocs. L'afflux d'IDE explique pour beaucoup cette baisse, c'est-à-dire qu'on se situe ici dans la logique où l'IDE génère une forte importation qui presse à la baisse le prix du bien composite.

Tableau 7
Ecart par rapport au scénario de base de quelques indicateurs des OMD

Indicateurs OMD \ Année	2008	2010	2012	2014	2015
Taux de pauvreté (en %)	-2,2	-6,0	-9,1	-10,7	-11,5
Taux de mortalité infantile (nombre de décès avant 5 ans pour mille naissances vivantes)	-2,8	-8,7	-13,6	-16,2	-17,0
Taux de malnutrition (en %)	-0,3	-1,0	-1,3	-1,6	-1,7
Espérance de vie (en année)	0,6	1,9	3,1	3,7	3,8
Accès à l'eau potable (en %)	0,0	0,1	0,1	0,3	0,4

Source : modèle SPAHD, calculs du CREAM. **Mode de lecture :** En 2012,

L'écart au niveau du taux de pauvreté entre le scénario sans choc et le scénario combinant plusieurs chocs (abaissement tarifaire, IDE minier, investissements publics, demande d'éducation, recrutement de personnel médical et d'enseignants publics, relèvement du taux de prélèvement fiscal indirect) passe de -2,2 points de pourcentage en 2008 à -11,5 points en 2015.

Cette baisse est aussi observée avec le taux de mortalité infantile et le taux de malnutrition. Ainsi, en 2010 (respectivement en 2015), il y aura 8,7 décès en moins (respectivement 17 décès en moins) pour mille naissances vivantes. Dans la même perspective, le taux de malnutrition reculera respectivement par rapport au scénario de base de -1,0 point de pourcentage en 2010 et 1,7 points en 2015.

Quant à l'espérance de vie à la naissance, elle augmentera. Elle gagnera par rapport au scénario de base 1,9 ans en 2010 et 3,8 ans en 2015. L'amélioration au niveau de l'accès à l'eau potable restera cependant limitée. Le taux d'accès à l'eau potable ne sera que de 0,4 point de pourcentage supérieur à son niveau du scénario de base.

CONCLUSION

Cette étude montre que Madagascar pourrait globalement tirer profit d'une stratégie de développement basée sur une hausse des dépenses publiques et un afflux d'IDE. A ce sujet, si certaines problématiques redoutées n'apparaîtront pas (ex : syndrome hollandais), ou dans l'ensemble des politiques économiques auront un effet limité (cas de l'impact de la hausse de l'imposition indirecte) ; il est clair que la réussite de la stratégie de développement est fortement tributaire des mesures concrètes que l'Etat adoptera comme :

- une bonne politique monétaire et de change ;
- un investissement public continu, en l'occurrence dans l'infrastructure pour contrecarrer à l'effet de congestion (dû à l'investissement privé), pour surmonter la surchauffe à travers un effet d'offre de l'investissement public, pour un meilleur effet d'entraînement à toutes les régions et tous les secteurs d'activité de l'économie.

L'étude révèle aussi les limites de la stratégie de développement et les failles de l'économie malgache : à moins d'un afflux d'IDE, le défi d'un taux d'investissement de 30% ne pourra être atteint par la dynamique interne du secteur productif malgache uniquement. Les critères de convergence macroéconomiques comme un taux de pression fiscale de 15%, et un solde budgétaire de 3% du PIB, ne sont pas non plus réalisables sans une hausse de l'imposition. Les investissements IDE et les investissements publics doivent être plus soutenus et aller au-delà de 2012.

BIBLIOGRAPHIES

- Pierre Richard AGENOR, Professeur de Macroéconomie Internationale et d'Economie du Développement à l'Université de Manchester et Co-directeur du Centre for Growth and Business Cycle Research (2007) « Un Modèle SPAHD pour l'analyse des stratégies de croissance et de développement humain », Volume I
- Nihal BAYRAKTAR, Penn State Univeristy, Harrisburg and World Bank, (2007), « Operational Manual for the SPAHD Model for Madagascar »;
- JP CLING, M RAZAFINDRAKOTO, F ROUBAUD (2003), « Les Nouvelles Stratégies Internationales de lutte contre la pauvreté » 2^{ème} édition, Economica ;
- Yazid DISSOU, Steven HAGGBLADE et al, (1998) « Politique Fiscale à Madagascar : Options et impacts distributifs », USAID, No. 623-0125-A-00-6045-00
- Thierry MADIES, Philippe MADIES, () « Analyse Economique des Grandes Questions d'actualités », Collection Ellipses ;
- République de Madagascar (2006) « Madagascar Action Plan » <http://www.madagascar.gov.mg/MAP>
- Marc VAN IMSCHOOT, Consultant du Bureau International du Travail, (2006), « Etude Comparative des différentes approches utilisées pour la réalisation des infrastructures de base à Madagascar »